



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 41 – 16 décembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le coût de l'énergie conduit de nombreux ménages défavorisés à renoncer à se chauffer ou à utiliser certains appareils

Climat & Energie

- La vague de froid avive les tensions sur le marché de l'énergie
- Le gestionnaire du réseau électrique a testé avec succès son service de flexibilité de la demande
- Le Royaume-Uni et les Etats-Unis concluent un partenariat prévoyant notamment d'augmenter les livraisons américaines de GNL
- Le Premier ministre annonce la fin de l'interdiction de fait de l'installation d'éoliennes terrestres en Angleterre
- Le gouvernement approuve l'ouverture d'une mine de charbon dans la région de Cumbria malgré les nombreuses oppositions au projet

Environnement

- Les compagnies des eaux « *laissent tomber leurs clients et l'environnement* » selon l'Ofwat
- Une étude montre que les dirigeants travaillistes gagnent à parler de changement climatique et d'environnement à leurs électeurs

Industrie

- La *Confederation of British Industry (CBI)* exhorte le gouvernement à prolonger au-delà de mars 2023 son soutien face aux coûts énergétiques
- Les promoteurs immobiliers s'inquiètent d'un ralentissement du marché de la construction au R-U
- Trois premiers ports francs sont désormais pleinement opérationnels en Angleterre

Transports

- Les recettes du transport ferroviaire restent très inférieures à leur niveau pré-pandémique
- Les nombreuses grèves prévues dans les transports pourraient perturber la période des fêtes et le début de l'année 2023

Fait marquant

Le coût de l'énergie conduit de nombreux ménages défavorisés à renoncer à se chauffer ou à utiliser certains appareils

Face à la vague de froid, le [gouvernement](#) a déclaré le 8 décembre qu'il examinait les options pour protéger les personnes les plus vulnérables, alors que la *Joseph Rowntree Foundation* a publié une étude révélant que plus de 3 millions de ménages britanniques à faibles revenus n'avaient pas les moyens de se [chauffer](#) et que l'ONG [Citizens Advice](#) a indiqué que le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de payer la recharge d'un compteur à prépaiement était plus élevé cette année qu'au cours des six dernières années combinées. L'agence de sécurité sanitaire [UKHSA](#) a recommandé de maintenir la température des pièces utilisées à au moins 18°C, tandis que de très nombreuses associations ont ouvert des endroits chauds pour que les personnes ne pouvant pas se permettre de chauffer correctement leur domicile puissent y passer la journée.

Une récente [enquête de l'Office for National Statistics](#) (ONS) montre que 23 % des adultes n'avaient pu, de temps en temps, presque jamais ou jamais, se chauffer confortablement dans leur salon au cours des deux semaines précédentes. 63 % des adultes ont déclaré utiliser moins de gaz et d'électricité en raison de l'augmentation du coût de la vie ; parmi ceux-ci, 96 % ont utilisé moins de chauffage, et une partie d'entre eux a déclaré avoir aussi réduit l'utilisation des sèche-linge et des machines à laver (43 %), et de la baignoire ou de la douche (38 %). Interrogés quant aux mesures qu'ils prenaient pour rester au chaud cet hiver, 82 % des adultes ont répondu qu'ils ajoutaient des vêtements ou des couvertures, 46 %, qu'ils ne chauffaient que les pièces qu'ils occupent, 31 %, qu'ils utilisaient des bouillottes et 27 %, qu'ils se couchaient plus tôt.

Le chiffre de la semaine

52 %

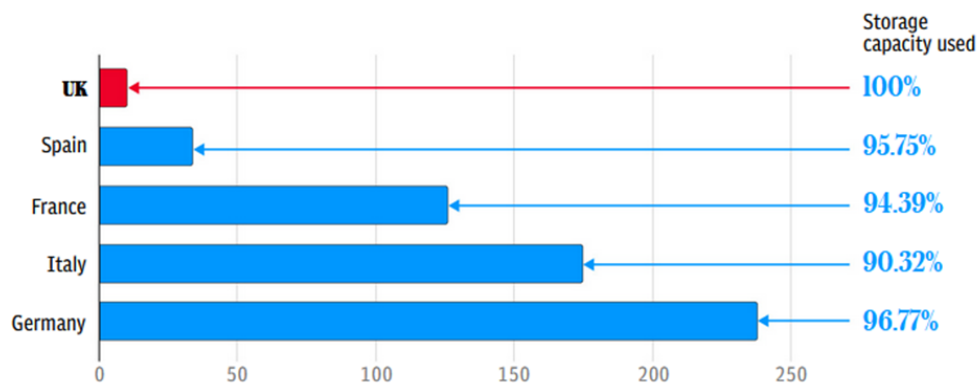
52 % des Britanniques estiment qu'il est juste que les [pays développés](#), qui ont le plus contribué à « l'urgence climatique » en produisant le plus d'émissions de carbone, paient davantage pour lutter contre le changement climatique. C'est le résultat d'une étude américano-britannique réalisée à l'occasion de la conférence *Fulbright 2022* de John Kerry, envoyé spécial du président américain pour le climat (NB : le chiffre est de 58 % pour les Américains).

Le graphique de la semaine

La capacité de stockage de gaz au R-U est très faible comparées aux autres grands pays européens ; le site de Rough, fermé en 2017, a rouvert, mais ne permettrait de couvrir que quelques jours ou semaines de consommation.

SHALLOW GAS STORAGE CAPACITY

Gas in storage (terawatt hours)



SOURCE: AGSI

Climat & Energie

Flash – Selon le [Financial Times](#), le Chancelier de l'Echiquier envisagerait de conserver le caractère universel de l'aide aux entreprises pour leur permettre de faire face aux prix de l'énergie à compter de l'extinction du dispositif actuel de plafonnement, fin mars. Jeremy Hunt préfère réduire le montant de l'aide, plutôt que de recentrer le dispositif sur les entreprises les plus vulnérables. Cette décision, qui doit être confirmée dans les prochains jours, serait principalement motivée par la difficulté de cibler l'aide et les conséquences économiques pour les PME d'un ciblage sectoriel.

Flash – Le gouvernement britannique a annoncé l'octroi d'un [soutien public de 102 M£](#) pour favoriser l'innovation dans le domaine du nucléaire et de l'hydrogène. 77 M£ seront consacrés au soutien de la production de combustible nucléaire et de la prochaine génération de réacteurs nucléaires avancés au Royaume-Uni. 25 M£ seront dédiés à de nouvelles technologies visant à produire de l'hydrogène à partir de la biomasse et des déchets, avec stockage et capture du carbone.

Flash – Depuis le début de l'année et afin de faire face à ses obligations en 2022 et 2023, [Shell Energy Retail](#), qui alimente 1,4 M de ménages britanniques, aurait demandé à sa société mère des liquidités et des prêts pour un montant de près d'1,2 Md£, illustrant les difficultés persistantes des fournisseurs d'énergie au R-U.

Flash – Le gouvernement britannique lance une [campagne de communication](#) dans les médias pour sensibiliser les ménages aux économies d'énergie (« *it all adds up* », « tout s'additionne »), dotée d'un budget de 20 M£.

Flash – L'entreprise allemande *RWE* a annoncé son intention de construire un [parc solaire de 600 MW](#) à côté de son parc éolien terrestre Tween Bridge à Doncaster et indiqué avoir

récemment conclu un accord de capacité avec *National Grid*. Le parc solaire devrait être opérationnel d'ici 2029 et accueillera également des batteries et un élevage de moutons.

Flash – Dans un [rapport au Parlement écossais](#), le *Climate Change Committee* souligne que si l'Écosse s'est fixée des objectifs "ambitieux" - notamment celui de réduire les émissions de CO2 de 75 % d'ici à 2030 - il n'existe "aucun plan de mise en œuvre clair sur la manière dont ils seront atteints". Le rapport recommande également de trouver un moyen de coopérer efficacement avec le gouvernement britannique pour réaliser ces ambitions, certaines politiques n'étant pas dévolues.

La vague de froid avive les tensions sur le marché de l'énergie

La vague de froid qui touche le Royaume-Uni depuis le 7 décembre (appelée le « *Troll de Trondheim* »), accompagnée d'une absence de vent, a mis sous tension le système énergétique britannique : le [prix day-ahead de l'électricité](#) a atteint un record de 675 £ par MWh et le prix de l'électricité à 17h-18h, qui correspond généralement à l'heure du pic de demande d'électricité, a atteint le niveau record de 2 586 £ par MWh. La production d'électricité a majoritairement été assurée par des centrales à gaz au cours des derniers jours, l'éolien ne contribuant que très marginalement. Entre le 1^{er} octobre et le 9 décembre, la [production d'électricité](#) a été assurée à hauteur de 40 % par les centrales à gaz, soit davantage que les sources renouvelables (38 %).

Le gestionnaire du réseau électrique a testé avec succès son service de flexibilité de la demande

Le gestionnaire du réseau [National Grid](#) a indiqué avoir organisé cinq tests de démonstration du service de flexibilité de la demande. Les données des deux premiers événements montrent que l'engagement des consommateurs a dépassé les attentes, les consommateurs ayant dépassé les objectifs de plus de 35 % à chaque fois. L'entreprise indique que les tests ont permis de réduire la demande réelle et prévue de plus de 780 MWh, tout en permettant aux fournisseurs participants de réaliser des économies estimées à 2,8 M£ ; d'autres tests seront effectués pendant toute la durée du service, à raison d'au moins deux tests par mois d'ici à la fin mars pour chaque fournisseur. Plus d'un million de ménages et d'entreprises se sont inscrits pour participer à ce dispositif proposé par 26 fournisseurs.

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis concluent un partenariat prévoyant notamment d'augmenter les livraisons américaines de GNL

Les États-Unis devraient doubler leurs exportations de GNL vers le Royaume-Uni dans le cadre d'un nouveau partenariat visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique du Royaume-Uni. Dans ce cadre, les États-Unis viseront à exporter au moins neuf à dix milliards de mètres cubes de GNL vers des terminaux britanniques en 2023, soit plus du double du niveau de 2021. Le partenariat sera piloté par un nouveau groupe d'action conjoint entre le Royaume-Uni et les États-Unis, dirigé par de hauts fonctionnaires du gouvernement britannique et de la Maison Blanche. Rishi Sunak a déclaré que ce partenariat contribuera à mettre fin à la dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie russe "une fois pour toutes" et à faire baisser les prix pour les consommateurs britanniques.

Le Premier ministre annonce la fin de l'interdiction de fait de l'installation d'éoliennes terrestres en Angleterre

Devant les [pressions de nombreux députés du parti conservateurs](#), dont le président de la COP 26 Alok Sharma, le Premier ministre est revenu sur ses positions antérieures et a annoncé une consultation sur l'assouplissement des règles qui interdisent *de facto* l'installation de nouvelles éoliennes terrestres en Angleterre. Pour mémoire, selon les règles introduites par le gouvernement conservateur de David Cameron en 2015, un parc éolien terrestre peut être bloqué s'il y a une seule objection locale au projet ; en conséquence, seulement 16 nouvelles turbines ont reçu un permis de construire en Angleterre entre 2016 et 2020.

Les parcs éoliens terrestres seraient désormais autorisés s'ils peuvent démontrer un "soutien local" et remédier à tout impact négatif identifié par la communauté locale, et les autorités locales ne seraient plus tenues de prédéfinir l'emplacement des éoliennes dans les "plans locaux" qu'elles sont tenues d'élaborer. Le gouvernement a déclaré qu'il veillerait à ce que les conseils locaux restent responsables de l'instruction des demandes, et annoncé qu'il maintiendrait les mesures de protection de l'environnement afin d'empêcher la construction d'éoliennes dans les parcs nationaux et d'autres zones protégées. La consultation, qui devrait débuter fin décembre et se terminer en avril 2023, devrait aussi porter sur les moyens de garantir que les communautés qui accueillent des éoliennes puissent bénéficier de factures d'énergie moins élevées.

Le gouvernement approuve l'ouverture d'une mine de charbon dans la région de Cumbria malgré les nombreuses oppositions au projet

Le ministre du *Levelling up* Michael Gove a approuvé cet investissement de 165 M£, qui permettrait la création de 500 emplois afin de produire 2,8 Mt de [charbon](#) à coke par an. Il s'agit de la première ouverture d'une nouvelle mine de charbon depuis 30 ans. Le minerai devrait être utilisé pour la production d'acier, mais pas pour celle d'électricité, selon le gouvernement ; cependant, l'industrie sidérurgique britannique ayant indiqué qu'elle n'utiliserait pas ce charbon. Or, les débouchés à l'exportation de cette production demeurent incertains alors que les aciéries européennes abandonnent progressivement la production à base de charbon en faveur de procédés décarbonés. La mine doit fermer en 2049 ce qui, selon le gouvernement, rend le projet compatible avec les objectifs britanniques de décarbonation à horizon 2050. Les associations environnementales, l'opposition parlementaire et certains des députés conservateurs, dont celui d'une des circonscriptions de la région, ont exprimé leur [opposition](#) à ce projet ; en particulier, les travaillistes ont annoncé qu'ils empêcheraient l'ouverture de la mine s'ils étaient élus. Pour mémoire, le projet de mine avait d'abord été approuvé par le gouvernement début 2021, suscitant une vague d'indignation qui avait conduit les autorités locales à le réexaminer, avant que l'exécutif ne reprenne la maîtrise du dossier en annonçant une enquête publique.

Environnement

Flash – Selon [l'enquête Bugs Matter](#) dévoilée à l'occasion de la COP15 et basée sur le recensement des insectes écrasés sur les plaques d'immatriculation des automobiles, le nombre d'insectes aurait diminué de 64 % au Royaume-Uni entre 2004 et 2022.

Les compagnies des eaux «laissent tomber leurs clients et l'environnement» selon l'Ofwat

Dans son [rapport annuel](#), le régulateur du secteur de l'eau au R-U s'est dit très préoccupé, malgré certaines améliorations. Les compagnies des eaux font l'objet de nombreuses critiques en raison notamment des rejets d'eaux usées dans les cours d'eau. En 2021-2022, le nombre d'incidents de pollution grave en Angleterre et au Pays de Galles a augmenté et seules 4 entreprises sur 17 examinées ont satisfait aux exigences en matière de réduction des déversements d'eaux usées. L'Ofwat estime que les compagnies des eaux ont « *progressé dans la réalisation des objectifs de réduction des fuites d'eau* » mais qu'« *il reste encore du chemin à parcourir* ». Ces entreprises n'auraient dépensé que 68 % de ce qu'elles avaient prévu pour les améliorations du réseau. Le régulateur a déclaré qu'il exigerait des compagnies des eaux qu'elles renforcent leur « *orientation client* » pour pouvoir obtenir de nouvelles licences d'exploitation mais n'a pas encore précisé comment se matérialiserait cette obligation.

Une étude montre que les dirigeants travaillistes gagnent à parler de changement climatique et d'environnement à leurs électeurs

Le [Labour Climate and Environment Forum](#) (LCEF) a été officiellement créé, notamment pour servir de contrepoint au *Conservative Environment Network*, qui a recruté ces dernières années plus de 100 députés conservateurs et a contribué à obtenir un certain nombre de victoires politiques, par exemple, il y a peu, pour lever l'interdiction de facto de nouveaux parcs éoliens terrestres en Angleterre. Ed Miliband, le ministre fantôme en charge du changement climatique et de Net Zero, a salué le nouveau groupe comme un « *ajout important au mouvement travailliste, qui contribue à rassembler les parlementaires, les syndicats, les décideurs politiques et le public pour faire en sorte que les questions climatiques et environnementales soient intégrées dans tout ce que nous faisons* ».

Ce forum a publié une enquête, [Powering up: The electoral benefits of Labour's climate leadership](#), qui révèle que les électeurs sont plus susceptibles de soutenir le parti travailliste lorsqu'ils voient ses dirigeants parler du changement climatique, et que cela améliore leur perception par le public. L'enquête montre que le climat est la 4^{ème} préoccupation la plus importante pour le public, 23 % le citant comme l'un des problèmes les plus importants auxquels le pays est confronté et 28 % estimant qu'il s'agira d'une priorité majeure pour les cinq prochaines années. En outre, selon l'étude, plus des trois quarts des personnes interrogées estiment que l'investissement dans les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements est une mesure essentielle pour améliorer la croissance économique du Royaume-Uni et lutter contre la crise du coût de la vie, alors que 48 % seulement sont favorables à une réduction des impôts. Enfin, la lutte contre la pollution de l'eau est considérée comme la principale priorité environnementale d'un futur gouvernement travailliste, 80 % des personnes l'identifiant comme une priorité moyenne ou majeure.



Industrie

Flash – Munro Vehicles prévoit de redémarrer sa production automobile en Ecosse, son ancienne usine ayant fermé en 1981. L'entreprise prévoit d'y produire 250 4x4 [électriques](#) en

2024, puis 2 500 par an d'ici 2027. *Munro Vehicles*, qui prévoit à terme de créer 300 emplois, a déclaré avoir déjà reçu des commandes du monde entier.

La *Confederation of British Industry (CBI)* exhorte le gouvernement à prolonger au-delà de mars 2023 son soutien face aux coûts énergétiques

Depuis le 1^{er} octobre, l'*Energy Bill Relief Scheme* limite les prix de l'énergie pour les entreprises à 211 £/MWh pour l'électricité et 75 £/MWh pour le gaz. Une enquête menée par la *CBI* auprès de près de 700 entreprises montre que celles-ci s'attendent à ce que leurs coûts énergétiques fassent plus que doubler (+151 %) si les aides gouvernementales n'étaient plus disponibles à partir d'avril 2023. Le gouvernement s'est engagé à fournir une autre forme de soutien au-delà de cette date : la *CBI* l'appelle à en préciser d'ici la fin d'année les conditions d'éligibilité et caractéristiques afin de laisser aux entreprises le temps d'agir en conséquence. La *CBI* propose plusieurs mesures : aider en priorité les secteurs énergivores, fournir un soutien supplémentaire en matière de trésorerie, renforcer les mécanismes visant à encourager les investissements privés « verts » ou d'efficacité énergétique.

Les promoteurs immobiliers s'inquiètent d'un ralentissement du marché de la construction au R-U

Le groupe de construction *Berkeley*, qui s'est forgé la réputation d'avoir correctement évalué le cycle du logement pendant la crise économique de 2008/2009, réduit ainsi le nombre de ses projets au R-U. Basé à Londres, le groupe justifie sa décision par le ralentissement du marché immobilier et les nouvelles taxes imposées au secteur. Les promoteurs immobiliers s'inquiètent de l'impact d'une augmentation de l'impôt sur les sociétés et d'une nouvelle taxe de 4 % sur les promoteurs immobiliers résidentiels. Michael Gove, ministre du Logement et du *Levelling up*, a également proposé une taxe supplémentaire sur la sécurité des bâtiments, qui pourrait rapporter 3 Md£, pour financer les travaux de mise aux normes des habitations dangereuses. La *Home Builders Federation* a par ailleurs critiqué l'abandon par le gouvernement de l'objectif de construire chaque année 300 000 logements neufs en Angleterre. Selon la fédération, le maintien de cet objectif aurait permis d'accélérer la construction de logements neufs et de soutenir la reprise du secteur.

Trois premiers ports francs sont désormais pleinement opérationnels en Angleterre

Les premiers ports francs du Royaume-Uni, à Plymouth, Solent et Teesside, sont désormais pleinement opérationnels, après avoir reçus le 7 décembre l'[approbation définitive du gouvernement](#). Chacun de ces ports francs recevra jusqu'à 25 M£ de financement et, potentiellement, par la suite, des dizaines de millions de £ de recettes au titre des *business rates* (imposition des entreprises assise sur leur emprise foncière), qui seront conservées par les collectivités locales pour améliorer les infrastructures et favoriser la régénération des sites. Le communiqué de presse du gouvernement précise que cette avancée permettra :

- au port de Teesside, de continuer à stimuler les investissements et la croissance industrielle dans les domaines des énergies renouvelables, de la fabrication avancée et des secteurs de la chimie et des procédés, créant ainsi plus de 18 000 emplois hautement qualifiés dans le nord-est ;

- au port de Plymouth et South Devon, d'exploiter l'expertise de la région en matière de marine et de défense.

- au port du Solent, de développer son rôle de plaque tournante pour le secteur marin et maritime mondial.

Pour mémoire, 8 ports francs ont été retenus pour l'Angleterre et pourront bénéficier d'un ensemble de mesures, comprenant des allègements fiscaux, des avantages douaniers, la conservation des recettes fiscales liées à l'imposition des entreprises, des allègements réglementaires en matière d'aménagement, ainsi que des soutiens à l'innovation et le soutien au commerce et à l'investissement.

Transports

Flash – Pendant une dizaine de jours, [Transport for London](#) (TfL) proposera à la vente des billets de spectacle à prix réduit. Menée en partenariat avec *London Theatre*, l'organisme de vente de billets de spectacles londoniens. Cette opération vise à relancer les transports et le tourisme londoniens qui n'ont toujours pas retrouvé leurs niveaux d'activité pré-pandémique.

Flash – Le R-U et la Suisse ont signé un *memorandum of understanding* (MoU) dans lequel le R-U s'engage à intégrer les vols du R-U vers la Suisse dans le marché britannique de quotas d'[émissions](#) « *de manière aussi complète que possible* » d'ici le 1^{er} janvier 2023.

Flash – Le premier lancement d'un [satellite](#) orbital depuis le sol britannique, qui devait avoir lieu en Cornouailles mercredi 14 décembre, est reporté après Noël en raison de « *difficultés techniques et réglementaires pour préparer le lancement* ».

Flash – Le gouvernement britannique a fixé à juin 2024 la date limite à compter de laquelle la plupart des aéroports devront avoir mis en place des [scanners 3D](#). Ces équipements permettront de lever l'interdiction de transport des liquides de plus de 100 ml dans les bagages à main (le volume maximal sera porté à 2 litres) et de ne plus rendre nécessaire le fait de sortir les liquides et les appareils électroniques des sacs au moment de leur contrôle. L'entrée en vigueur de cette obligation avait été reportée à cause de la pandémie.

Les recettes du transport ferroviaire restent très inférieures à leur niveau pré-pandémique

Selon les [statistiques du transport ferroviaire en Grande-Bretagne au 3^{ème} trimestre](#) (du 1^{er} juillet au 30 septembre 2022), publiées par le régulateur *Office of Rail and Road* (ORR) :

- Un total de 359 millions de voyages ferroviaires de passagers a été effectué, soit 80,3 % des 448 millions de trajets effectués au cours du même trimestre il y a trois ans (avant la pandémie).
- Au total, 13,7 milliards de passagers-kilomètres ont été parcourus, soit 77,4 % des 17,7 milliards de kilomètres parcourus au cours du même trimestre il y a trois ans.
- Les recettes totales des passagers se sont élevées à 2,2 Md£, soit 71,0 % des 3,1 Md£ enregistrés il y a trois ans (après ajustement pour tenir compte de l'inflation).

Un porte-parole du [Rail Delivery Group](#), qui représente les opérateurs, a déclaré que ces données confirmaient l'ampleur du défi financier auquel le secteur était confronté et le "besoin urgent de réforme".

Les nombreuses grèves prévues dans les transports pourraient perturber la période des fêtes et le début de l'année 2023

Depuis le mois de juin, le secteur des transports connaît des grèves fréquentes (principalement dans le ferroviaire, elles concernent aussi le réseau de transport urbain à Londres, les dockers et dans une moindre mesure, les services aéroportuaires), en raison à la fois des économies exigées par le gouvernement pour contribuer à l'équilibre du secteur ferroviaire (cf. supra) et des augmentations de salaire proposées, jugées insuffisantes au regard de l'inflation (10,7 % en rythme annuel en novembre). Ces mouvements ont tendance à s'étendre depuis l'automne à d'autres services publics (infirmières, employés de la poste notamment, possiblement enseignants en janvier) et à se durcir : de nombreux jours de grèves sont ainsi prévus dans le secteur ferroviaire entre la mi-décembre et la mi-janvier.

Le gouvernement, qui n'est pas directement engagé dans les négociations, critique très fortement ces grèves ; le Premier ministre a annoncé une nouvelle modification de la législation pour imposer un service minimum dans les transports, après qu'une loi ait déjà facilité le recrutement de travailleurs temporaires par les entreprises pour remplacer leurs employés grévistes.

Les négociations salariales n'aboutissent toujours pas dans le secteur ferroviaire ; le principal syndicat du secteur, *RMT*, a [refusé au début du mois une offre d'augmentation](#) des salaires de 8 % en 2022/23, conditionnée par l'acceptation de changements dans les pratiques de travail et des pertes d'emplois. Les conducteurs du [métro](#) londonien ont également voté en faveur d'actions de grève afin de demander une amélioration de leurs conditions de travail et le maintien de leur système de retraite. En revanche, les chauffeurs de la compagnie de [bus](#) londonienne *Metroline* ont suspendu leurs préavis de grève après avoir accepté une hausse des salaires de 11 %, et les travailleurs du port de Folkestone, le principal port de conteneurs d'Angleterre, qui avaient fait grève à plusieurs reprises au cours des derniers mois, ont accepté un accord salarial prévoyant une augmentation de 8,5 % et 1 000 £ supplémentaires à partir du 1^{er} janvier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international